

Mitteilungen = Communications

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Schweizer Hebamme : offizielle Zeitschrift des Schweizerischen Hebammenverbandes = Sage-femme suisse : journal officiel de l'Association suisse des sages-femmes = Levatrice svizzera : giornale ufficiale dell'Associazione svizzera delle levatrici**

Band (Jahr): **79 (1981)**

Heft 9-10

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Procès-verbal de la 88^e Assemblée des déléguées de l'Association suisse des sages-femmes

le 14 mai 1981 à Lucerne

Présidence: Alice Ecuivillon, présidente centrale
Procès-verbal: Adrienne Hilty, juriste

Madame Stirnimann, présidente de la section de la Suisse centrale, souhaite la bienvenue aux déléguées, ainsi qu'aux invités.

Ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée

La présidente centrale, Madame Alice Ecuivillon, remercie la section de la suisse centrale pour son accueil, salue comme invités d'honneurs Madame Elisabeth Nägeli, membre d'honneur de l'ASSF, Monsieur Beat W. Hoffmann et Madame Elisabeth Stucki du CRS, Madame Martha Klingler de l'ASI et déclare ouverte la 88^e Assemblée des déléguées. L'assemblée chante alors: Grand Dieu nous Te bénissons...

Elle donne ensuite l'effectif de l'ASSF au 1^{er} janvier 1981: 1546 membres. Le mouvement a été le suivant en 1980: 89 entrées, 32 sorties, 7 jubilaires et 11 décès. L'assemblée se recueille en mémoire des membres décédés.

2. Contrôle des mandats des déléguées

Madame A. Hilty, notre juriste, vérifie les mandats des déléguées, soit 76 mandats, représentés par 55 personnes.

Pour la liste nominative des déléguées, voir texte allemand.

3. Election des scrutatrices

Mesdames Augsburg, Mottier, Klaus et Gerber sont élues. Mesdames E. Keller, Kuny et Schenk les assistent pour le dépouillement.

4. Approbation du procès-verbal de l'Assemblée des déléguées 1980

Le procès-verbal est adopté sans commentaire.

5. Approbation des rapports annuels

a) de la présidente centrale

La présidente fait deux remarques concernant son rapport annuel:

1. C'est Georgette Grossenbacher qui, au cours de l'année a assumé les con-

tacts avec l'amanah concernant le renouvellement de notre représentation au sein du comité de cet organisme: dorénavant, notre représentante à l'amanah est Madame Spring de Berne.

2. Elle remercie Madame Cheid de Genève, qui, durant 9 ans a représenté l'ICM auprès de l'OMS.

b) du fonds de prévoyance

c) de la commission du journal

d) du bureau de placement

Tous ces rapports sont approuvés à l'unanimité.

6. Approbation des comptes 1980

La présidente informe qu'il y a lieu de corriger deux fautes de frappe dans le journal: au bas de la page 24 il faut lire état au 1.1.1980 Fr.97 738.12, en haut de la page 26: état du fonds de perfectionnement au 1.1.1980 Fr.20 326.—.

Les comptes sont approuvés à l'unanimité.

La présidente remercie la trésorière pour l'excellente tenue des comptes.

7. Approbation du budget 1981

La présidente tient à souligner que c'est la première fois qu'un budget est présenté à l'approbation de l'Assemblée des déléguées.

La discussion étant ouverte, Madame Lohner de Bâle, intervient pour regretter qu'il n'y ait pas de poste prévu pour le perfectionnement. Elle souhaiterait qu'un montant de Fr.5000.— soit inclus dans ce budget.

Sœur Thildy Aeberli, Aarau, recommande que cette proposition soit différée d'une année, étant donné qu'il y a encore Fr.20 000.— sur le fonds spécial du perfectionnement.

En application de l'art. 20, alinéa 2 des statuts, le comité central se réunira au cours de la pause afin de délibérer sur l'opportunité de la prise en considération de la proposition de Madame Lohner.

Après la pause qui a donné à chacune la possibilité de se désaltérer et de se rafraîchir, les débats reprennent.

La présidente fait part à l'assemblée de la décision du comité central:

La proposition de Madame Lohner sera reportée à l'an prochain et l'année en cours sera mise à profit afin d'évaluer plus objectivement les som-

mes nécessaires au perfectionnement, ainsi qu'à la défense professionnelle. Entre-temps, les dépenses inhérentes au perfectionnement seront couvertes par le fonds spécial de perfectionnement et celles concernant la défense professionnelle, le seront par la fortune de l'ASSF, ce qui augmentera encore le déficit prévu pour l'an prochain.

La discussion étant close, le budget est approuvé à l'unanimité.

8. Approbation du «Règlement du journal de la Sage-femme suisse»

Madame Renevey, Valais, s'exprime concernant la traduction sous point 1.2 du mot allemand «Zusammenhalt» qui, à son avis, ne peut être traduit par «cohésion».

Madame Winter, Vaud, concernant le point 1.3 propose que le comité central rédige l'ordre du jour de l'AD *en italien* à l'intention du «Journal de la Sage-femme».

Proposition acceptée.

A la suite de ces deux remarques, le règlement est approuvé à l'unanimité.

9. Rapport de section

Cette année, c'est à la section de Berne de nous présenter son rapport, ce qui est dûment fait par Madame Spring.

10. Elections

a) d'un membre du Comité central
Madame Marie-Thérèse Renevey, Valais, candidate unique, est élue par 73 voix sur 76 bulletins valables.

b) d'un membre de la commission du journal

Madame Marie-Thérèse Kempf, Berne, candidate unique est élue par 68 voix sur 74 bulletins valables.

c) des déléguées au congrès de l'ICM à Brighton

Notre association a droit à deux déléguées. Trois candidates sont présentées. Regula Fähr et Marie-Louise Kunz sont élues, avec respectivement 63 et 59 voix. Annette Veillon obtient 20 voix.

d) de la section pour le rapport de section 1982

La proposition de la section Vaud/Neuchâtel est acceptée par acclamation.

11. Proposition du lieu de la prochaine Assemblée des déléguées en 1982

La section de Genève ayant retiré sa candidature d'il y a un an, c'est Bâle qui se propose; candidature qui est acceptée avec reconnaissance et plaisir. C'est par un poème original que Madame Lohner, présidente de la section de Bâle, nous dit son plaisir de nous recevoir en 1982.

12. Divers

– Madame Muller, présidente de la commission du journal, prie l'assemblée d'adresser toute communication concernant le journal, à la présidente.

Elle nous informe aussi que 130 membres n'ont pas encore payé leur abonnement.

– Madame Gilardi, Tessin, préparatrice à la naissance demande à l'ASSF de défendre les préparatrices-sages-femmes, notamment face à la montée des physiothérapeutes s'occupant de gymnastique ante-natale.

Madame Ecuivillon propose que les sages-femmes intéressées se réunissent lors de cette assemblée afin de discuter de leur défense professionnelle.

– Madame Ecuivillon présente Madame Grand-Greub la nouvelle collaboratrice romande du journal de la Sage-femme suisse.

Elle donne également quelques informations concernant le congrès de Brighton et l'organisation du voyage.

– Georgette Grossenbacher donne des informations concernant les journées de perfectionnement qui eurent lieu à Zürich et dont le sujet fut la rémunération de la sage-femme libérale. Elle distribue un projet de contrat-type avec les caisses-maladie, pour lequel le groupe de travail ad hoc souhaite recevoir des prises de position.

La présidente clot l'assemblée à 17 heures précises.

La présidente: Alice Ecuivillon
La rédactrice du procès-verbal:
Adrienne Hilty

Avis à toutes les sages-femmes préparatrices à l'accouchement

Pour lutter contre l'envahissement toujours plus grand de personnes s'occupant de la préparation à l'accouchement, telles que physiothérapeutes, kinésithérapeutes, etc. nous étudions la rédaction d'un petit fascicule qui sera distribué à tous les gynécologues de Suisse romande.

Pour ce faire, nous vous prions de bien vouloir communiquer vos nom, prénom, adresse complète et numéro de téléphone, avec indication de la méthode que vous enseignez, à:

Gisèle Mottier, les Grands Vergers, 1844 Villeneuve, téléphone 021 60 35 71.

Schwanger sein ist (wieder) schön

«Ein Gespenst geht um in der Frauenbewegung: Es trägt einen dicken Bauch.» Mit diesen Worten warnt das Feministinnenblatt «Emma» vor einem neuen Trend: «Schwanger sein ist power.»

Das von «Emma» erspähte Gespenst spukte Ende März auch durch das Themenverzeichnis der Hamburger Frauenwoche. Die zahlreich in der Universität versammelten Frauen bekannten sich geradezu euphorisch zur neuen Mutterschaft: «Wie eine Erdgöttin» hatte sich eine Jungmutter gefühlt, als sie mit dem Sohn schwanger ging. «Voll in Blüte stehend» und einem «reifen Pfirsich gleich», sahen sich zwei andere. Eine vierte empfand den gedanklichen Rückzug ins Bauchinnere gar als «Reise zu einer Insel der Ruhe».

Wie auf imaginäres Kommando hin besinnen sich die Frauen wieder auf das Kindergebären. Zum erstenmal seit fünfzehn Jahren stieg in der Schweiz, in der Bundesrepublik Deutschland, aber auch in den USA die Geburtenrate an.

Der unverhoffte Zuwachs geht, so erklären die Experten beim Statistischen Bundesamt in Wiesbaden das Phänomen, auf die grosse Zahl der nachgeholten Geburten zurück: Bisher kinderlos gebliebene Frauen zwischen Ende zwanzig und Ende dreissig zeigen plötzlich ein verändertes generatives Verhalten und bringen ihr erstes Kind zur Welt. Im Northwestern Memorial Hospital in Chicago ist das Durchschnittsalter der niederkommenden Frauen beispielsweise auf dreiunddreissig Jahre angestiegen. Ehepaare,

die mehrere Jahre kinderlos verheiratet waren, holen die lang hinausgezögerte Geburt eines Kindes nach. Karl Schwarz, Leiter des Instituts, vermutet eine Art Gebärschlusspanik bei den Nachzüglerinnen; vorwiegend seien Akademiker davon betroffen.

Umfassender suchten drei Münchner Psychologen, Lutz von Rosenstiel, Günther Oppitz und Martin Stengel, in einer Langzeitstudie die «Motivation des generativen Verhaltens» zu ergründen. Eine jetzt veröffentlichte Zwischenbilanz bestätigt die Befunde der Statistiker: Nach Konsum- und Freizeitorientierung, nach Fresslust und Wohnwelle sei nun unversehens Kinderfreundlichkeit wieder «in», konstatiert Psychologe Stengel. Seine Deutung: Viele Frauen hätten offenbar erkannt, dass ihnen eine meist stark formalisierte Berufstätigkeit unheimlich wenig bietet. Die Erwartungen, mit denen sie an den Beruf herangingen, hätten sich nicht erfüllt. Bequemer und begründeter als über das Muttersein scheinere der Ausstieg aus dem ungeliebten Beruf kaum möglich. Er wird von der Gesellschaft nicht nur akzeptiert, sondern sogar geschätzt.

Eine ähnliche Motivation beschreibt eine Mutter im Frauenmagazin «annabelle»: «Ich war seit zwei Jahren verheiratet und im 5. Semester meines Jus-Studiums, als ich beschloss, Mutter zu werden. Grund: Ich kam mit der trockenen Studiummaterie nicht zurecht und fürchtete mich vor dem ständig näherrückenden Examen.» Heute bedauert sie, ihre Ausbildung sang- und klanglos abgebrochen zu haben. Kinder, meint sie, hätte sie



Gruppe stillender Mütter in Hamburg



Feministin Simone de Beauvoir
«Mutterschaft ist eine böse Falle»

auch nach dem Studienabschluss noch haben können; jedenfalls sei Flucht in die Mutterschaft keine befriedigende Lösung.

Der neue Trend macht auch vor Feministinnen nicht halt. Vor wenigen Jahren noch stellte die Radikalfeministin Phyllis Chesler in ihrem Buch «Frauen – das verruchte Geschlecht?» die Frage, wie Frauen sich vom Gebärzwang und von der Kindererziehung befreien könnten. Aufgabe der Wissenschaft sei es, den Frauen die Bürde der Fortpflanzung abzunehmen, forderte sie. «Mutterschaft ist für Frauen eine böse Falle» hatte seinerzeit auch Simone Beauvoir, Ziehmutter des deutschen Feminismus, in einem Interview formuliert: «Die Abhängigkeit der Frau beginnt in dem Augenblick, da sie ein Kind bekommt.» Nun, in ihrem neuesten Werk preist Phyllis Chesler, inzwischen Anfang vierzig und Mutter eines Sohnes, das einst so verabscheute Los des Weibes: «Ach Kindchen. Deine Geburt ist unglaublich, ein Wunder. Es gibt nichts, was daran heranreicht.»

Nüchterner sehen die Mutterschaft rund 40 Initiantinnen der bislang in Zürich und Bern gezeigten Ausstellung «Mutter sein – nicht Mutter sein». Wir wollen Mütter sein, aber wir wünschen uns bessere Bedingungen. Wir sind nicht bereit, Kinder zu gebären für eine Welt, deren Antlitz die anderen bestimmen; für eine Welt, deren Gesetze die anderen beschliessen; für eine Welt, deren Katastrophen die anderen heraufbeschwören. Die Appelle der Frauen gehen an die Adresse der Politiker, der Wirtschaft, aber auch an die der Väter, Mitverantwortung für die Erziehung der Kinder zu übernehmen.

In der seit einigen Jahren gegen den radikalen Feminismus in Bewegung gekommenen Gegenwelle rücken Schwangerschaft, Geburt und Stillen als zentraler Teil des Frau-Seins in den Mittelpunkt weiblicher Identität, konstatiert die Sozialwissenschaftlerin

Herrad Schenk in einer Studie über «150 Jahre Frauenbewegung in Deutschland». Sie unterscheidet zwischen einem alten und einem neuen Weiblichkeitsmythos: Der alte habe die seelische Mütterlichkeit als das wesensgemäss Weibliche in den Mittelpunkt gestellt und so die erste Frauenbewegung an ein kulturell vorgeformtes Frauenbild verraten – sie endete im Mütterkult des Nationalsozialismus. Der neue Weiblichkeitsmythos hingegen, meint Herrad Schenk, sei vor allem auf die Wiederentdeckung des Körpers ausgerichtet; körperliche Vorgänge, die von der patriarchali-

schen Kultur tabuisiert und ins Dunkel verbannt wurden, sollten nun von ihrer Negativbesetzung befreit werden. Die Sozialpsychologin kommt zum Schluss, dass sich auch hier die Frauenbewegung wieder an den alten Vorstellungen vom wesensgemäss Weiblichen orientiere; so wertet sie den neuen Weiblichkeitsmythos, der sich in solcher Mutterseeligkeit äussert, als reaktionär. Sozusagen durch die Hintertür schleiche sich hier die alte, biologische Argumentation wieder ein, die schon einmal, vor einem halben Jahrhundert, der Anfang vom Ende der Frauenbewegung gewesen sei. L.R.



Mutterkreuz-Verleihung 1941: Biologismus durch die Hintertür?

Protokoll der 88. Delegiertenversammlung des Schweizerischen Hebammenverbandes

vom 14. Mai 1981 in Luzern

Vorsitz: Mme Alice Ecuivillon
Protokoll: Adrienne Hilty

Frau Stirnimann, Präsidentin der einladenden Sektion Zentralschweiz, begrüsst die Delegierten und Gäste.

Traktanden

1. Eröffnung

Die Zentralpräsidentin, Mme Ecuivillon, dankt der einladenden Sektion,

begrüsst als Ehrengäste Frau Dr. jur. E. Nägeli, Ehrenmitglied des Schweizerischen Hebammenverbandes, Herrn Dr. Beat W. Hoffmann und Frau Elisabeth Stucki vom Schweizerischen Roten Kreuz, Frau Martha Klingler vom Berufsverband der Krankenschwestern und Krankenpfleger und eröffnet die Delegiertenversammlung. Sie gibt den Bestand des Schweizerischen Hebammenverbandes am 1. Januar 1981 bekannt: 1546 Mitglieder, 89 Eintritte, 32 Austritte, 11 Todesfälle, 7 Jubilarinnen.

2. Kontrolle der Delegiertenmandate
Frau Dr. Hilty führt die Kontrolle der Delegiertenmandate durch: Es sind dies 76 Mandate, vertreten durch 55 Personen:

Aargau, 7 Mandate
die Frauen Ernst, Natuzzi, Ott, Richner und Roth
Bas Valais, 2 Mandate
Mmes Renevey und Rey
Beide Basel, 4 Mandate
die Frauen Outi, Schöffberger, Lohner und Zimmermann
Bern, 22 Mandate
die Frauen Jäggi, Kempf, Kunz, Etter, Neiger, Schenk, Schuhmacher, Schwab, Spring, Stähli und Zutter
Fribourg, 2 Mandate
Mmes Schmutz und Perroud
Genève, 4 Mandate
Mmes Augsburg, Guye, Marchand und Aeflin
Oberwallis, 1 Mandat
Frau Heinzmann
Ostschweiz, 11 Mandate
die Frauen Hofstetter, Horber, Karrer, Klaus, Raggenbass, Schober, Ammann und Steffen
Solothurn, 2 Mandate
die Frauen Gerber und Mosimann
Uri, 1 Mandat
Frau Walker
Vaud/Neuchâtel, 9 Mandate
Mmes Borboën, Groux, Guéra, Morrier, Mottier, Stegmann, Trabaud, Vittoz, und Winter
Zentralschweiz, 3 Mandate
die Frauen Brunner, Nussbaumer, Villiger
Zürich, 8 Mandate
die Frauen Auf der Mauer, Häggler, Kuny und Strebel

3. Wahl der Stimmenzählerinnen
Gewählt werden die Frauen Augsburg, Mottier, Klaus und Gerber. Die Frauen Keller, Kuny und Schenk helfen bei der Auszählung der Wahlzettel.

4. Genehmigung des Protokolls der Delegiertenversammlung 1980
Das Protokoll wird stillschweigend genehmigt.

5. Genehmigung der Jahresberichte
a) der Zentralpräsidentin
Die Präsidentin macht zwei Bemerkungen zu ihrem Jahresbericht: Georgette Grossenbacher hat bisher den Kontakt zu Imaneh gepflegt, jetzt Frau Spring. Sie dankt Mme Cheid, die während 9 Jahren den ICM bei der WHO vertreten hat.
b) des Fürsorgefonds
c) des Zeitungsunternehmens
d) der Stellenvermittlung
Alle Jahresberichte werden einstimmig angenommen.

6. Genehmigung der Jahresrechnung 1980
Zwei Druckfehler in der Rechnung müssen korrigiert werden:
Seite 24, ganz unten: Stand des Verbandsvermögens am 1.1.1980: Fr. 97 738.12; Seite 26, ganz oben: Stand des Weiterbildungsfonds am 1.1.1980: Fr. 20 326.–.
Die Jahresrechnung wird einstimmig genehmigt.
Die Präsidentin dankt der Rechnungsführerin für die geleistete Arbeit.

7. Genehmigung des Budgets 1981
Zum erstenmal wird der Delegiertenversammlung ein Budget zur Genehmigung vorgelegt.
Frau Lohner bemängelt, dass im Budget kein Anteil für Weiterbildung vorgesehen ist. Sie beantragt Aufnahme eines Betrags von Fr. 5000.– ins Verbandsbudget. Schwester Tildy Häberli schlägt die Verschiebung dieses Antrags auf nächstes Jahr vor, da es noch Fr. 20 000.– im Weiterbildungsfonds habe. Gemäss § 20, 2. Satz der Statuten muss der Vorstand zustimmen, wenn über später eintreffende Anträge an die DV abgestimmt werden soll. Nach der Pause eröffnet die Präsidentin den Beschluss des Zentralvorstandes: Der Antrag von Frau Lohner soll auf nächstes Jahr verschoben werden. Während des laufenden Jahres soll beobachtet und ausgeschieden werden, welcher Betrag für Weiterbildung und welcher für die Verteidigung der Berufsinteressen gebraucht wird. Vorderhand sind Ausgaben für die Weiterbildung aus dem Weiterbildungsfonds, solche für die Verteidigung der Berufsinteressen aus dem Verbandsvermögen zu decken. Nächstes Jahr ist deshalb mit einem noch grösseren Defizit zu rechnen. – Das Budget wird einstimmig genehmigt.

8. Genehmigung des Reglementes der «Schweizer Hebamme»
Mme Renevey beanstandet in Punkt 1.2 «cohésion» als Übersetzung von «Zusammenhalt».
Mme Winter äussert sich zu Punkt 1.3: Sie wünscht, dass der Zentralverband die Übersetzung der Tagesordnung der DV ins Italienische im «Journal de la Sage-femme» übernimmt.
Das Reglement wird einstimmig genehmigt.

9. Bericht der Sektion Bern
Frau Spring verliest den Bericht der Sektion Bern.

10. Wahlen
a) eines Mitglieds des Zentralvorstandes

Mit 73 von 76 gültigen Stimmen wird Mme Marie-Thérèse Renevey gewählt.
b) eines Mitglieds der Zeitungskommission
Mit 68 von 74 gültigen Stimmen wird Marie-Thérèse Kempf, Bern, gewählt.
c) der Delegierten für den Internationalen Kongress in Brighton
Es stehen der Schweiz zwei Delegierte zu. Von 76 eingegangenen Stimmen entfallen 63 auf Regula Fäh, 59 auf Marie-Louise Kunz und 20 auf A. Veillon. Regula Fäh und Marie-Louise Kunz sind damit gewählt.
d) der Sektion für den Sektionsbericht 1982
Der Vorschlag – die Sektion Waadt/Neuenburg – wird mit Applaus angenommen.

11. Vorschlag des Ortes für die Delegiertenversammlung 1982
Entgegen der Mitteilung vor einem Jahr fällt Genf leider aus. Basel hat sich offeriert, was mit Beifall quittiert wird.

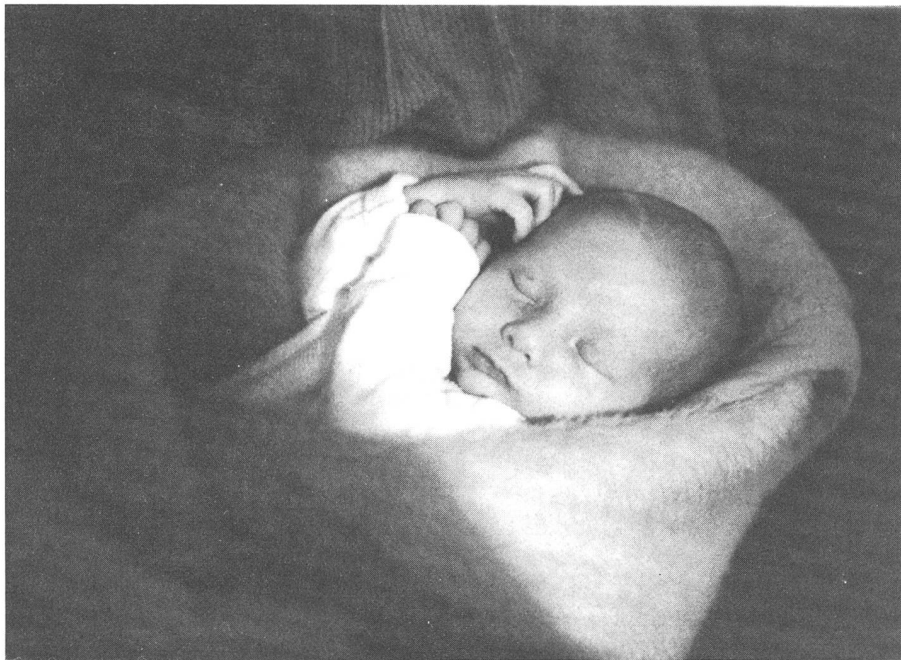
12. Verschiedenes
– Frau Müller, Präsidentin der Zeitungskommission, bittet darum, Mitteilungen für die Zeitung immer an die Präsidentin zu richten. Sie teilt mit, dass noch 130 Mitglieder das Zeitungsabonnement nicht bezahlt haben.
– Mme Gilardi macht psychoprophylaktische Geburtsvorbereitung. Sie bittet den Verband, sich für spezialisierte Hebammen einzusetzen, besonders geht es ihr um die Abgrenzung von den Therapeutinnen für Schwangerschaftsgymnastik. Mme Ecuivillon schlägt vor, dass sich die spezialisierten Hebammen an der Delegiertenversammlung absprechen sollten, wie sie ihre Interessen wirksamer vertreten könnten.
– Mme Ecuivillon stellt Mme Grand-Greux vor, die neue welsche Mitarbeiterin an der «Schweizer Hebamme».
– Sie informiert über den Kongress in Brighton und die Organisation der Reise.
– Schwester Georgette Grossenbacher informiert über die Weiterbildungstagung betreffend Hebammeneinkommen. Sie stellt einen Mustervertrag mit den Krankenkassen vor, der in die Vernehmlassung gehen soll.

Die Präsidentin schliesst die Versammlung um 17 Uhr.

Die Präsidentin: Alice Ecuivillon
Die Protokollführerin: Adrienne Hilty

Recht auf Leben

Die eidgenössische Volksinitiative in der Diskussion



Mit dem Rekordergebnis von 231 228 Unterschriften wurde am 30. Juli 1980 die Volksinitiative «Recht auf Leben» bei der Bundeskanzlei eingereicht. Es ist die zweithöchste Unterschriftenzahl, die seit dem Zweiten Weltkrieg für eine Initiative erzielt worden ist. Die Initianten wollen das menschliche Leben von der Zeugung bis zum natürlichen Tod schützen. Es geht ihnen unter anderem darum, der Liberalisierung des Schwangerschaftsabbruchs und der aktiven Sterbehilfe einen Riegel zu schieben. Zwei Vereinigungen, die eine Liberalisierung des Schwangerschaftsabbruchs befürworten, werfen den Initianten in Communiqués eine «heuchlerische und intolerante Moral» vor und erklären, die Initiative strebe eine Rechtsordnung «nach mittelalterlichem Muster» an.

Wie komplex dieses Thema ist, wie tief ein «Ja» oder «Nein» in das persönliche Leben von Betroffenen eingreifen, Gewissen belasten oder entlasten kann, kam schon im Themenkreis der Juninummer der «Schweizer Hebamme» zum Ausdruck. Heute wollen wir die Befürworter der Initiative «Recht auf Leben» zu Wort kommen lassen – aber auch die Anliegen von Gegnern anhören. Vielleicht fällt es uns danach leichter, unsere persönliche Entscheidung zu treffen.

Der Initiativtext lautet:
Art. 54bis BV

1. «Jeder Mensch hat das Recht auf Leben und auf körperliche und geistige Unversehrtheit.
2. Das Leben des Menschen beginnt mit dessen Zeugung und endet mit seinem natürlichen Tode.
3. Der Schutz des Lebens und der körperlichen und geistigen Unversehrtheit darf nicht mit Rücksicht auf weniger hohe Rechtsgüter beeinträchtigt werden. Eingriffe sind nur auf rechtsstaatlichem Wege möglich.»

Absichtserklärung

Nach dem Zweiten Weltkrieg war das Recht auf Leben und damit jenes auf körperliche und geistige Unversehrtheit weitherum in der Welt eine Selbstverständlichkeit. Die Berichte über die grauenvolle Vernichtung «lebensunwerten Lebens» hatten vorübergehend die Achtung vor dem menschlichen Leben neu geweckt. Jenes Bewusstsein der Verantwortung und jenes Wissen um die menschlichen Werte ist seither spürbar schwächer geworden. Leben und Unversehrtheit des Menschen werden in unserer Zeit wieder in mannigfacher Weise missachtet. Deshalb ist diese Initiative *dringlich*,

Die Initiative «Recht auf Leben»

- ruft auf zur Ehrfurcht und Verantwortung gegenüber dem menschlichen Leben.
- Sie ruft alle auf, über die grundlegenden Fragen des Lebens und des Menschseins nachzudenken.
- Sie weist darauf hin, dass alle übrigen Menschenrechte hinfällig werden, wenn das Recht auf Leben nicht geschützt wird.
- Sie denkt nicht nur an die Not des Augenblicks, sondern auch an die Zukunft unseres Landes.

Das Recht auf Leben und auf körperliche und geistige Unversehrtheit verteidigt das Leben, wenn es bedroht ist.

- Es schützt den alten oder kranken Menschen vor medizinischen Eingriffen, die seinen Tod beschleunigen sollen (aktive Euthanasie).
- Es bewahrt andererseits den kranken oder alten Menschen vor nicht gewollten medizinischen Massnahmen zur Verzögerung seines Todes (Recht auf einen natürlichen Tod).
- Es gewährt auch dem körperlich und geistig Invaliden die Respektierung seiner Person und seiner Rechte.
- Es schützt die werdende Mutter und ihr ungeborenes Kind.
- Es hilft den Eltern und ihrem Kind auch nach der Geburt, insbesondere dort, wo es bedrängende Umstände erfordern.
- Es beugt jeder Art von Folter vor.
- Es gewährleistet dem Untersuchungs- und Strafgefangenen eine korrekte Behandlung.
- Es wahrt aber auch die Interessen der Opfer von Gewaltverbrechen.
- Es verlangt Massnahmen, die den Menschen vor den Gefahren von Verkehr und Technik besser schützen sollen.
- Es zwingt die medizinische und biologische Forschung zur Achtung vor der Würde des Menschen.
- Es verlangt von Gesetzgebung und Rechtsprechung, den Wert dieses Rechts in allen Bereichen zu respektieren und zu schützen.

Die Langzeit-Windel Moltex

Die Langzeit-Windel heisst Langzeit-Windel, weil sie das Baby trocken hält.



Der neue Kleber hat einen Griff, damit man ihn nicht mehr mit den Fingernägeln losklauben muss.

Hier sind die Beinchen. Hier ist das Saugkissen voll und weich. Es saugt mehr Flüssigkeit auf. Und kaum ein Tröpfchen dringt hinaus.

Überall ist die zarte Babyhaut vor Feuchtigkeit besser geschützt. Überall liegt das feine Spezialvlies zwischen Haut und Saugkissen. Es bleibt immer trocken und gewährt einen hervorragenden Nässe-schutz.

Hier ist der kleine Rücken. Hier schmiegt sich der Rand der Windel weich und dicht an die Haut.

Der neue Kleber ist so stark, dass man ihn festkleben und wieder lösen, festkleben und wieder lösen kann. Er klebt wieder.

-Combinette.

für längere Zeit

Die Höschenwindel hat jetzt die ideale Passform. Sie sitzt wie angegossen und stört doch das Baby nicht, wenn es sich bewegen will.

Hier macht das Baby hinein. Hier hat die Windel am meisten Fülle: ein doppeltes Saugkissen. Das saugt doppelt so gut wie ein einfaches.

Hier ist das Bäuchlein. Hier ist längere Zeit Trockenzeit, weil die Feuchtigkeit unten bleibt: im doppelten Saugkissen.

Moltex
Combinette

Die Langzeit-Windel.



Moltex Combinette für Neugeborene **bis 5 kg.** Für Tag und Nacht.

Moltex Combinette für den Tag, **von 5-9 kg.** Zart und saugstark. **Jetzt auch in der Grosspackung (80 Stück).**

Moltex Combinette für die Nacht, **von 5-9 kg.** Zum Durchschlafen.

Moltex Combinette für Kleinkinder **über 9 kg.** Lustig-bunt bemustert. **Jetzt auch in der Grosspackung (60 Stück).**

um den Schutz des Lebens in seiner grundlegenden Bedeutung herauszustellen.

Sie ist auch *notwendig* als Richtschnur für die laufende Revision unseres Strafgesetzbuches und als Grundlage für einen wirksameren Schutz von Mutter und Kind. Sie soll wegweisend sein bei der Ausarbeitung von Gesetzen, in denen dem Schutz des menschlichen Lebens stärkere Beachtung geschenkt werden muss. Die Totalrevision der Bundesverfassung ist noch sehr ungewiss und vermag uns diesen Schutz jedenfalls nicht rechtzeitig zu bringen.

Die Initiative will das Recht auf Leben wieder voll glaubwürdig und wirksam machen.

Sie will dazu beitragen, die Ehrfurcht vor dem menschlichen Leben neu zu wecken und das Bewusstsein um unsere Verantwortung für das menschliche Leben zu stärken.

Sie will das Recht auf Leben klarer umreissen und die Grundlage für einen besseren Schutz des Lebens bilden.

1. Das Recht auf Leben ist eine Grundnorm unserer rechtsstaatlichen Demokratie.

Der Begriff «Recht auf Leben» und auf körperliche und geistige Unversehrtheit» findet sich auch in anderen Rechtsordnungen und vor allem in den Rechtssätzen des universalen und europäischen Völkerrechts.

2. Inwieweit ist diese grundlegende Norm «Recht auf Leben» in unserem Recht schon anerkannt?

Das Recht auf Leben ist zwar in unserer Gesetzgebung stillschweigend vorausgesetzt und wird vom Bundesgericht als ungeschriebenes Grundrecht der Bundesverfassung anerkannt.

Dennoch sind zwei grundlegende Fragen ungeklärt geblieben: Wann beginnt das Leben? Wann endet es?

Darum soll durch die klare Festlegung, dass es mit der Zeugung (Befruchtung der Eizelle durch die Samenzelle) beginnt und mit dem natürlichen Tode (unter Ausschluss absichtlich lebensverkürzender Eingriffe) endet, aller menschlichen Willkür eine Schranke gesetzt und dadurch einer neuen Ehrfurcht vor dem menschlichen Leben der Weg bereitet werden.

Im übrigen soll die verfassungsmässige Verankerung des Rechts auf Leben mithelfen, die Gesetzgebung und die Rechtspraxis zu einer grundsätzlichen Haltung zu bestimmen.

Insbesondere soll das Polizeirecht sowie das Recht des Strafverfahrens und des Strafvollzuges dieses grundlegen-

de Rechtsgut auch in bewegten Zeiten rechtsstaatlich gewährleisten.

3. Unvermeidliche Einschränkungen des Schutzes dieses grundlegenden Rechtsgutes müssen eindeutig umschrieben und begrenzt werden.

Einschränkungen sind nur als seltene Ausnahme zulässig, nämlich, wo es um die Erhaltung gleichwertiger oder höherer Rechtsgüter geht.

Die Formulierung «auf rechtsstaatlichem Wege» will gegen menschliche Willkür abschirmen. Das heisst insbesondere folgendes:

- Oberste Richtnorm staatlichen Handelns ist die Würde des Menschen, die auch im Kranken, im Sterbenden und im Ungeborenen respektiert werden will.
- Einschränkungen dürfen nur aufgrund klarer gesetzlicher Bestimmungen erfolgen (Prinzip der Gesetzmässigkeit).
- Sie dürfen nur in einem gesetzlich geregelten Verfahren vorgenommen werden, das allen Betroffenen ihre Rechte gewährleistet (streng rechtmässiges Verfahren). Dies ist nur möglich bei der Beurteilung durch eine unabhängige Instanz.

Der Schutz des Lebens bereits beim ungeborenen Kind ist eine wichtige Voraussetzung für die Glaubwürdigkeit des Rechts auf Leben überhaupt, insbesondere für die unbeirrbar Achtung des sogenannten «lebensunwerten Lebens».

4. Die verfassungsmässige Sicherung des Rechts auf Leben allein genügt nicht: sie muss von wirksamen positiven Massnahmen seitens des Staates und der Gesellschaft begleitet sein.

Der Artikel 54bis BV soll die Grundlage für eine wirksamere Gesetzgebung zum Schutze des immer wieder neu bedrohten Lebens sein; diese soll insbesondere auch den in Not geratenen Müttern vor und nach der Geburt sowie ihren Kindern die notwendige Hilfe gewähren. In gleicher Weise soll auch für eine menschenwürdige Behandlung der Chronischkranken gesorgt werden.

Diese Ziele lassen sich nicht durch eine Gesetzesinitiative erreichen, da es eine solche Form des Volksbegehrens auf Bundesebene nicht gibt.

Das hört sich alles schön und überzeugend an, und eigentlich ist man gespannt, was es dagegen einzuwenden gibt.

Frau Bietenhard, Redaktionsmitglied einer evangelisch-reformierten Monatszeitschrift, schildert ihre persönliche Konfrontation mit der Unterschriftensammlung folgendermassen:

Vor dem Wahllokal ruft mich jemand an: Unterschriften Sie auch die Initiative «Recht auf Leben»?

– Zeigen Sie! Ich lese: «Jeder Mensch hat das Recht auf Leben und auf körperliche und geistige Unversehrtheit. Das Leben des Menschen beginnt mit dessen Zeugung und endet mit seinem natürlichen Tode. Der Schutz des Lebens und der körperlichen und geistigen Unversehrtheit darf nicht mit Rücksicht auf weniger hohe Rechtsgüter beeinträchtigt werden. Eingriffe sind nur auf rechtsstaatlichem Wege möglich.»

Nein, das kann ich nicht unterschreiben.

– Warum nicht? Das sind doch lauter Forderungen, die selbstverständlich sein sollten!

– Eben drum. Unsere Gesetze garantieren ja schon heute dieses menschliche Grundrecht, warum braucht es dann noch eine Initiative!

– Denken Sie nur, wie fahrlässig diese Gesetze heute vielerorts gehandhabt werden! Wie lax ist man doch der Abtreibung gegenüber geworden ...

– Aha! Die Initiative soll also vorab die liberalere Handhabung der Abtreibung verhindern?

– Natürlich nicht nur, wir sind auch gegen die Sterbehilfe.

– Eben, sehen Sie: Der mündige Mensch in seiner ureigensten Verantwortung soll einmal mehr durch Monsieur le bureau ersetzt werden. Glauben Sie wirklich, es sei irgendwem in höchster Not, einer bedrängten Frau, einem Todkranken, geholfen, wenn nicht mehr der unmittelbar Betroffene



und der einzige, der ihm helfen kann, der Arzt, die verantwortliche Entscheidung treffen dürfen, sondern ein uneteiligter Beamter oder Richter? Und wer weiss denn eigentlich, wann Leben beginnt und endet? Ist nicht jedes Medikament schon ein Eingriff ins «Natürliche»? Auf wie unnatürliche Weise der natürliche Tod hinausgezögert werden kann, erleben wir ja gegenwärtig wieder einmal bei einem Politiker.

Mehr noch: Die Initiative spricht in einem Atemzug von Leben und Unversehrtheit. Aber wie oft wird nur das eine auf Kosten des andern erhalten! Etwa wenn entschieden werden muss, ob ein mongoloider Foetus austragen werden soll, oder wenn ein Arzt in Sekundenschnelle das Urteil fällen muss, ob ein hoffnungslos gehirnverletzter Verunfallter zum Leben zurückgeholt werden soll oder nicht. Wollen Sie alle diese Entscheidungen auch einfach dem toten Buchstaben des Gesetzes zuschieben? «Das Gesetz richtet Zorn an», hat schon Paulus gesagt, das heisst, es kann lähmen, Verzweiflung bewirken oder zum Umgehen verleiten. Helfen Sie lieber den Menschen, in ihren Entschlüssen immer mündiger, immer verantwortungsbewusster zu werden, als dass Sie sie an ein Gesetz mehr binden. Sie begreifen, dass ich nicht unterschreiben will.

– Schade!

Frau Anne-Marie Rey, Deutschschweizer Präsidentin der Schweizerischen Vereinigung für Straflosigkeit des Schwangerschaftsabbruchs, nimmt zu der Initiative wie folgt Stellung:

Nein zum Gebärzwang!

«Jeder Mensch hat das Recht auf Leben» – so beginnt der Text der im Juli 1980 eingereichten Initiative. Damit ist wohl jeder Bürger einverstanden. Es erstaunt deshalb kaum, dass 230 000 Unterschriften zusammenkamen. Immerhin dauerte die Unterschriftensammlung ganze 18 Monate. (Zum Vergleich: für die Fristenlösung wurden seinerzeit innert 6 Monaten 70 000 Unterschriften gesammelt.) Schaut man jedoch den ganzen Initiativtext genauer an, so bleiben

nichts als Fragezeichen

Was heisst «Leben»? Ist damit nacktes biologisches Leben oder auch Lebensqualität gemeint? Kann Leben überhaupt absolut garantiert werden, kann insbesondere «körperliche und geistige Unversehrtheit» garantiert werden?

Was ist mit Unfällen, Geburtsschäden, Krankheit? Was heisst «natürlicher Tod»? Alles Fragen, die nicht klar beantwortet werden können. Auch verspricht die Initiative Dinge, die sie nicht halten kann (Recht auf Unversehrtheit...). Die Initiative ist also unklar und in diesem Sinn auch überflüssig, weil der Grundsatz des Rechts auf Leben längst ungeschriebenes Verfassungsrecht und unbestritten ist.

Die eigentliche Absicht

Das einzig Klare an der Initiative ist der Satz «das Leben des Menschen beginnt mit dessen Zeugung». Hier nun begeben sich die Initianten auf ideologische Glatteis. Mit der Zeugung, der Verschmelzung der (auch schon lebenden!) Samen- und Eizelle, ist eine neue Stufe der Entwicklung erreicht. Aber diese blossen Anlage zu einem Menschen ist doch wohl noch nicht ein Mensch – ebensowenig wie eine bestäubte Blüte ein Apfel ist. Wann eigentliches Menschsein beginnt, was den Menschen ausmacht, das hat die Wissenschaft bis heute nicht zu definieren vermocht. Wie der Embryo einzustufen, zu werten ist im Vergleich mit dem geborenen Menschen, das ist und bleibt eine Frage des Glaubens, der persönlichen Einstellung. Es ist eine Anmassung, wenn die Initianten *ihre* Wertvorstellungen (Embryo = Mensch) allen andern aufzwingen wollen!

Mit diesem zweiten Absatz des Initiativtextes wird das eigentliche Ziel klar: ein totales Verbot des Schwangerschaftsabbruchs. Nicht einmal Missbildung des Foeten oder Vergewaltigung sollen nach Meinung der Initianten ein Grund zum Schwangerschaftsabbruch sein; das unter Gewaltanwendung gezeugte Leben «soll Vorrang haben vor dem Horror des Opfers» (Zitat!). Die Initianten möchten also hinter das heutige Gesetz und vor allem weit hinter die liberale Praxis einiger Kantone zurückgehen.

Verheerende Folgen

Ein Abtreibungsverbot vermag aber erwiesenermassen Leben nicht zu schützen. Im Gegenteil, verzweifelte Frauen werden in die Hände von Laienabtreibern getrieben, wo sie ihr eigenes Leben riskieren. Die Abtreibungszahlen und namentlich die Müttersterblichkeit infolge Abtreibungen sind in jenen Ländern am höchsten, die ein absolutes Abtreibungsverbot kennen. In Rumänien, das 1966 von einem liberalen zu einem sehr strengen Gesetz zurückgekehrt ist, ist in den folgenden Jahren die Zahl der

Frauen, die an den Folgen einer Abtreibung gestorben sind, auf das Siebenfache angestiegen. Wollen wir das bei uns nachvollziehen?

Auf der andern Seite finde ich es abscheulich und unmenschlich, eine Frau zu zwingen, gegen ihren Willen ein Kind zu gebären. Wie viele Frauen, die durch ein Abtreibungsverbot zum Austragen gezwungen würden, gingen an der Last – und vor allem: wie viele Kinder gingen an Lieblosigkeit körperlich und seelisch zugrunde? Vielleicht hätte es kürzlich das tote Kind im Schliessfach im Bahnhof Zürich, das Neugeborene im Abfallkübel an der Autobahnraststätte oder vor einigen Monaten das an Misshandlungen gestorbene kleine Mädchen nicht gegeben, wenn deren Mütter gewusst hätten, wohin sie sich hätten wenden können für einen Schwangerschaftsabbruch...

Früher oder später wird sich die Einsicht durchsetzen, dass letztlich über eine derartige Gewissensfrage wie den Schwangerschaftsabbruch nur die einzelne Frau – beziehungsweise das Paar – entscheiden kann und dass die bestehenden Probleme niemals durch Verbote, sondern einzig mit positiven Massnahmen wie einem besseren Mutterschutz und wirksamerer Empfängnisverhütung (die ideale Methode muss erst noch gefunden werden!) angegangen werden können. Nein zur Initiative heisst nicht Nein zum Leben, sondern Ja zum mündigen Menschen!

Zum Schluss wollen wir die Juristin unseres Verbandes zu Wort kommen lassen. «Frau Dr. Hilty, was sagen Sie zu diesem ganzen Fragenkomplex?»

«Diese Initiative zeigt einmal mehr, wie vielschichtig und schwierig es heute ist, Gesetze und Verfassungsbestimmungen (die Grundlage für alle Gesetze) zu machen. Bestimmt sind die Initianten erfüllt von ehrenwerten moralischen Absichten. Die Initiative wird sicher auch bei vielen – vor allem bei vielen Frauen, die emotional reagieren («ein Recht auf Leben kann doch nicht im Ernst bestritten werden!») –, ein positives Echo finden.

Trotzdem werde ich gegen die Initiative stimmen, und zwar aus folgenden Überlegungen:

Der erste Abschnitt der Initiative ist – wie die Initianten bestätigen – ein ungeschriebenes Grundrecht unserer Verfassung. Ich frage mich, was es bringt, wenn dieses Grundrecht in der vorgeschlagenen Form in die Verfas-

sung aufgenommen wird. Ist der Staat tatsächlich in der Lage, jedem das Recht auf Leben und auf Unversehrtheit zu garantieren?

Im zweiten Satz liegt für mich der eigentliche Grund für die Ablehnung. «Das Leben des Menschen beginnt mit der Zeugung»: dies ist eine Definition, der man zustimmen oder nicht zustimmen kann. Die Konsequenz, die dieser harmlose Satz hat, ist eindeutig: *Jede* Diskussion über einen Schwangerschaftsabbruch (aus welchen Gründen und in welchem Zeitpunkt auch immer) ist damit abgeschnitten, denn vom Zeitpunkt der Zeugung an hat jeder Mensch das Recht auf Leben. Wie

es allerdings mit dem Recht auf Unversehrtheit bestellt ist für Kinder, bei denen eine schwere Behinderung schon vor der Geburt vorausgesagt werden kann, fragt sich!

«... und endet mit seinem natürlichen Tod». Wann tritt der Tod, und gar der natürliche Tod ein? Diese Frage, die unter Fachleuten höchst umstritten ist, kann doch nicht einfach durch eine Verfassungsbestimmung gelöst werden. Eine solche Bestimmung kann keinerlei rechtliche Wirkung haben. Der dritte Abschnitt nennt Grundsätze des Rechtsstaates, die in Lehre und Rechtsprechung allgemein anerkannt und im Strafrecht, Polizei- und Ver-

waltungsrecht konkretisiert sind. Mängel in der Anwendung dieser Grundsätze wird auch eine neue Verfassungsbestimmung nicht verhindern können.

Der Schutz des Lebens ist auch mir ein Anliegen, aber ebenso sehr die Lebensqualität: Deshalb kein Schutz des ungeborenen Lebens um jeden Preis und keine Lebenserhaltung bei Krankheit, Unfall und Alter um jeden Preis! Nach meiner Meinung ist das Recht auf Leben ein ethischer Grundsatz, der keinen Gewinn daraus zieht, wenn er zu einem unvollkommenen Verfassungssatz wird, der sich rechtlich nicht durchsetzen lässt.»

Schweizerisches Rotes Kreuz stellt den Film über Berufe im Gesundheitswesen vor.

«Helfen – mein Beruf?» – das ist der Titel eines neuen Dokumentarfilms des Schweizerischen Roten Kreuzes, der jugendlichen Interessenten das Spektrum der Berufswahlmöglichkeiten im Gesundheitswesen zeigen soll. Ziel des 37 Minuten dauernden berufskundlichen Streifen ist es, einen realistischen Einblick in den Spitalalltag zu geben, Arbeitsmöglichkeiten auch ausserhalb des Krankenhauses zu beleuchten und letztlich im jungen Zuschauer den Wunsch zu wecken, sich näher mit dem einen oder anderen Beruf auseinanderzusetzen. Neigung und Eignung werden dann entscheiden müssen, ob eine entsprechende Berufsausbildung in Betracht kommt.

Die Berufswahl wird heute nicht mehr, wie noch vor wenigen Jahren, durch die Möglichkeit einer Karriere und des schnellen Geldverdienens mitbestimmt. Im Vordergrund steht für viele junge Menschen der Wunsch nach einer sinnvollen Tätigkeit, nach einem mitmenschlichen Engagement. Das hat den sozialen Berufen und insbesondere jenen, die im Dienst von Kranken, Behinderten und Benachteiligten stehen, Aufwind gegeben. Manche Ausbildungsstätte – sei es in der Krankenpflege oder im medizinisch-therapeutischen Sektor – ist bis zum letzten Platz weit im voraus belegt; Das Auswahlverfahren ist strenger geworden. Doch die Zeit der geburtenstarken Jahrgänge ist vorbei. Die gegenwärtige Situation, gekennzeichnet durch eine grosse Nachfrage, darf nicht darüber hinwegtäuschen, dass auch weiterhin beträchtliche Informations- und Werbeanstrengungen unternommen werden müssen, damit der Nachwuchs für die Medizinalberufe gesichert ist.

Prekäre Personalsituation

Schultheiss Dr. Karl Kennel, Präsident der Schweizerischen Sanitätsdirektorenkonferenz, der neben Bundesrat Hürlimann das Patronat für den neuen Film übernommen hatte, wies anlässlich der Premiere in Zürich (parallel dazu wurde «Helfen – mein Beruf?» in entsprechenden Sprachversionen in Lausanne und Bellinzona erstmals gezeigt) auf die «Personalprobleme in den achtziger Jahren» hin, indem er sie mit dem Stichwort umriss: «noch viel prekärer als bisher».

Die Akutspitäler müssen, gemäss dem ständigen Fortschritt in Diagnose und Therapie, weiter ausgebaut werden. Für Chronischkranke gilt es, das Pflege- und Betreuungsangebot zu vergrössern, und schliesslich drängt sich auch eine Modernisierung der psychiatrischen Kliniken auf. Zudem ist die demographische Entwicklung dadurch gekennzeichnet, dass der Anteil der Jungen massiv ab-, derjenige der Alten jedoch stark zunimmt. Einer er-

schwerten Personalrekrutierung infolge des rapiden Geburtenrückgangs steht die Zunahme der Pflege- und Hilfsbedürftigen gegenüber. (Bis zum Ende unseres Jahrhunderts wird sich voraussichtlich, verglichen mit dem Jahr 1900, der Anteil der mehr als 65jährigen verfünffachen, derjenige der mehr als 80jährigen verzehnfachen.)

Karl Kennel sieht unter anderem folgende Massnahmen, die Personalsituation im Gesundheitswesen zu entschärfen:

- Rechtzeitige Information über Berufswahlmöglichkeiten (vor allem auch bei männlichen Interessenten);
- volle Ausnutzung der Aufnahmekapazität in den Krankenpflegeschulen und weiteren medizinischen Ausbildungsstätten;
- eine möglichst praxisnahe Ausbildung, damit später im beruflichen Alltag der sogenannte Wirklichkeitschock ausbleibt;
- vermehrter Einsatz von Teilzeitbeschäftigten und Hilfskräften in Spitälern und Heimen;
- Arbeitszeitverkürzung, dort, wo sie im Interesse der Zufriedenheit der Arbeitnehmer unumgänglich ist (was andererseits zu einem Personalmehrbedarf führt).

Mehr als 200 Laiendarsteller

Der neue Film «Helfen – mein Beruf?» – realisiert von der Condor-Film AG – reiht sich ein in die Bemühungen des Schweizerischen Roten Kreuzes, sachlich über die Berufe im Gesundheitswesen zu informieren. Dies entspricht einem Auftrag, der in einer Vereinbarung mit den Kantonen 1976 festgehalten wurde und nach wel-

chem das Schweizerische Rote Kreuz für die Regelung, Überwachung und Förderung der Ausbildung in den Pflegeberufen, medizinisch-technischen und therapeutischen Berufen verantwortlich ist.

War der erste berufskundliche Film vor rund zwanzig Jahren nur der Krankenschwester gewidmet und zeichnete damals ein schöngefärbtes Bild vom «Dienst am Leben», so stellte der vor rund einem Jahrzehnt entstandene zweite Film «Spital bei Nacht» das Krankenhaus als idealen Arbeitsort in den Mittelpunkt. Inzwischen sind die Berufsmöglichkeiten differenzierter geworden, hat man auch den Mut, bis ins Detail wirklickeitsgetreu zu sein und negative Seiten nicht auszusparen. Waren früher noch beträchtliche Hemmungen vorhanden, Patienten als Darsteller zu bemühen, so ist man heute überzeugt, ohne Authentizität einen solchen Dokumentarfilm nicht drehen zu können. Für den Drehbuchautor und Regisseur Phil Dänzer in dessen war es wohl ebenso wie für die Verantwortlichen an den verschiedenen Drehorten eine Belastung, mit Laien arbeiten zu müssen. Diese Laien, insgesamt mehr als 200 Personen, waren einerseits Patienten (vom Neugeborenen bis zum alten Mann), andererseits Spitalpersonal. Der Schätzung nach sind es rund 55 000 Einzelbilder, auf 420 Meter farbiges Filmmaterial gebannt, die Szenen aus dem Spitalalltag, der Katastrophenhilfe und der Hilfe in der Dritten Welt zeigen. Der Zuschauer wird direkt angesprochen. Angehörige aus zwölf medizinischen Basisberufen sagen ihm, was es braucht, um im Berufsleben bestehen zu können, wo die Sonnen- und wo die Schattenseiten liegen, dass Mitmenschlichkeit und der Wille zum Helfen allein nicht genügen, dass hohe Anforderungen gestellt werden ... Das Spektrum ist indessen so breit, dass sich für den Primarschüler ebenso wie für den Maturanden Berufsmöglichkeiten abzeichnen, für Mädchen ebenso wie für Jünglinge. Das Schweizerische Rote Kreuz stellt seinen neuen Film für berufskundliche Veranstaltungen zur Verfügung, und in manchem Zuschauer wird sicherlich durch die eindrücklichen Bilder, die auch die Partnerschaft zwischen Kranken und Helfenden bekunden, die Frage des Titels zum Bekenntnis.

Was nützt die Werbung, wenn ...

Die Grenze zwischen Information und Werbung ist in der Praxis nicht immer eindeutig zu ziehen. Der Film «Helfen

– mein Beruf?» wird als sogenannter Motivationsfilm bezeichnet. Ein Prospekt, der ihn begleitet (die Idee, in comichaft zu bebildern, ist wohl gut und jugendkonform, leider aber in der Ausführung eher grotesk und verzerrt als humorvoll werbend geraten), weist auf die Beratungsstellen hin. Daneben gibt es zahlreiche andere und gut genutzte Informationsmöglichkeiten, doch was nützen all diese Anstrengungen, wenn in der Realität immer noch hier oder dort ein langgehegter Berufswunsch leichtfertig zunichte gemacht wird durch ein so hartes Urteil «Nicht geeignet» oder «Es mangelt an der Reife». Hier muss man künftig vermehrt psychologisches Geschick und Verständnis für den jungen Menschen walten lassen. Zudem muss der berufliche Alltag mancherorts reorganisiert werden, sollen all die gutgemeinten Informations- und Werbeanstrengungen nicht durch eine weniger rosige Wirklichkeit Lügen gestraft werden.

Geburtenplanung mit Computer

Ehepaare, die künstliche Methoden der Empfängnisverhütung ablehnen, können ihr Problem vielleicht noch vor Ende dieses Jahres mit Hilfe der Elektronik lösen. Ein Team von Wissenschaftlern hat dazu im Auftrag der Weltgesundheitsorganisation (WHO) ein kleines Computerthermometer entwickelt.

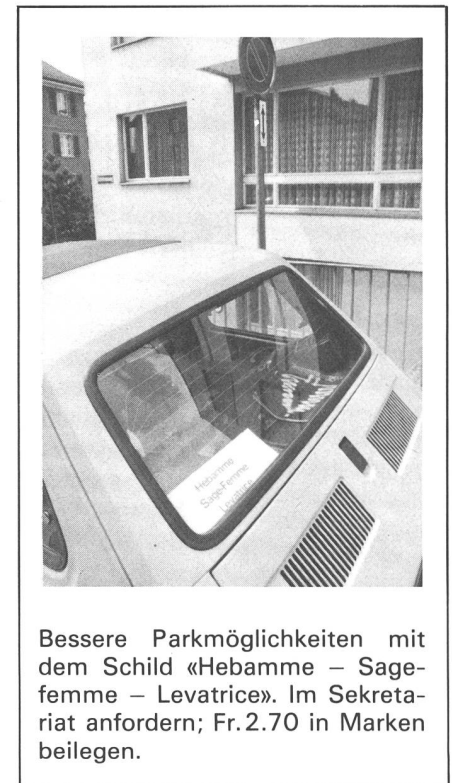
Wie Heinz Wolff, der Leiter der Bioingenieurabteilung des Zentrums des Medizinischen Forschungsrates in Harrow (London) mitteilt, funktioniert dieses «intelligente Thermometer» ebenso einfach wie zuverlässig. Bei Tests zeigte es den Fruchtbarkeitszyklus von 500 Frauen fehlerlos an. Seine Anwendung ist problemlos: Die Frau nimmt jeden Morgen drei Minuten lang einen winzigen elektronischen Sensor in den Mund, der ihre Körpertemperatur misst und über einen Draht an ein Anzeigegerät überträgt, das die Grösse eines Weckers hat. In dem Gerät ist ein Mikrochip, der, sobald die unfruchtbaren Tage im Menstruationszyklus erreicht sind, ein grünes Licht aufleuchten lässt.

Die Entwicklung wird aber nach den Worten Wolffs noch weitergehen. Es ist daran gedacht, die Elektronik wesentlich zu verkleinern, so dass sich Thermometer und Anzeige vielleicht in einem Halsband unterbringen lassen.

Ungleich verteilt

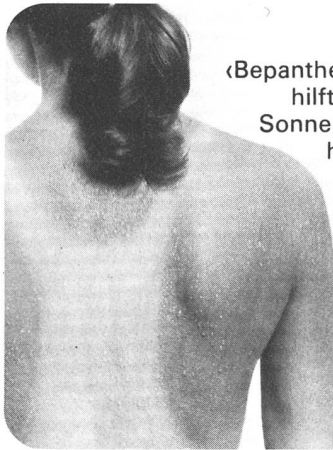
Nach Angaben der Weltgesundheitsorganisation (WHO) gab es im letzten Jahr auf der Welt etwa 3,3 Millionen Ärzte für rund vier Milliarden Menschen. Somit entfiel theoretisch ein Arzt auf 1237 Personen. In der Wirklichkeit ergibt sich jedoch ein anderes Bild, in dem sich eine «eklatante Ungleichheit» widerspiegelt: In Afrika kommt ein Arzt auf 5434 Personen, in Asien auf 2877 Personen, in Europa auf 552 und in Nordamerika auf 592 Personen.

Zu Beginn der siebziger Jahre wurde die Zahl der Ärzte, die in den Industrie- oder erdölproduzierenden Ländern ausserhalb ihres Heimatlandes arbeiteten, auf 140 000 (oder sechs Prozent der Gesamtzahl der Ärzte der Welt) geschätzt. Jährlich wandern auch etwa 15 000 Krankenschwestern aus; die Mehrheit der ausgewanderten Ärzte und Krankenschwestern stammt aus den Entwicklungsländern.



Bessere Parkmöglichkeiten mit dem Schild «Hebamme – Sagefemme – Levatrice». Im Sekretariat anfordern; Fr.2.70 in Marken beilegen.

wenn es brennt...



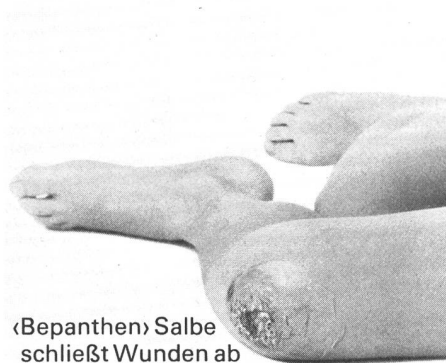
«Bepanthen» Salbe
hilft den
Sonnenbrand
heilen



«Bepanthen» Salbe
schont die Brustwarze
und heilt
Brusthagaden



«Bepanthen» Salbe
gegen Windel-
ausschlag



«Bepanthen» Salbe
schließt Wunden ab
und heilt



«Bepanthen» Salbe
kühlt und heilt

Bepanthen = Trade Mark

«Bepanthen» Salbe

79-123

«Bepanthen» Roche
enthält das heilungsfördernde
Panthenol.
Haben Sie diese Wundsalbe
in Ihrer Hausapotheke?



F. Hoffmann-La Roche & Co. A.G., Basel

Verbandsnachrichten

Nouvelles de l'Association



Adressen der Mitglieder des Zentralvorstandes

Adresses des membres du comité central

Zentralpräsidentin /
Présidente centrale

Alice Ecuivillon
64, rue de Lyon
1203 Genève

1. Vizepräsidentin / 1^{re} vice-présidente
Antoinette Favarger
16–18, chemin des Voirons
1224 Chêne-Bougeries

2. Vizepräsidentin / 2^e vice-présidente
Erika Keller
Am Pfisterhölzli 56
8606 Greifensee

Aktuarin / secrétaire
Georgette Grossenbacher
Huttenstrasse 45
8006 Zürich

Kassierin / caissière
Erika Balmer
Burgmattweg 1
3302 Moosseedorf

Beisitzerin / membre
Madeleine Bolzli
Frauenklinik Kantonsspital
int. Postfach 233
9007 St. Gallen

Beisitzerin / membre
Marie-Thérèse Renevey
chemin de l'Eglise
1871 Choëx-Monthey

Juristin / juriste
Dr. jur. Adrienne Hilty
Farbstrasse 33
3076 Worb

2. Präsidentinnenkonferenz 1981

Die zweite Konferenz der Sektionspräsidentinnen findet Donnerstag, 5. November 1981 im Bahnhofbuffet Bern statt. Bitte im Terminkalender eintragen!

2^e conférence des présidentes 1981

La 2^e conférence des présidentes de cette année aura lieu le jeudi 5 novembre 1981 au Buffet de la Gare à Berne. Réservez-vous déjà le temps pour cette journée importante!

Donnerstag, 22. Oktober 1981,
Tagung in der Paulus-Akademie, Carl-
Spitteler-Strasse 38, Zürich-Witikon.



Mutterschaft trotz Risiko

Der Inhalt der Tagung richtet sich an Angehörige aller Pflegezweige und an Hebammen, die sich beruflich informieren oder aus persönlichem Interesse

mehr über den Sachverhalt wissen wollen.

Inhalt der Tagung:

Im ersten Teil wird die fachärztliche Betreuung von Frauen mit einer *Risikoschwangerschaft* vorgestellt, anhand von neuzeitlichen Methoden zur Überwachung und Behandlung. – Darauf folgt das Gespräch mit einer Frau mit durchlebter Risikoschwangerschaft. Wege zur Verhütung einiger Risiken und die Beratung betroffener Frauen werden von einer Hebamme beschrieben.

Der zweite Teil behandelt die *Risikogeburt*, wobei das Zusammenwirken des Fachteams und der gezielte Einsatz moderner Überwachungsmittel im Vordergrund des Geschehens stehen.

Der Anspruch auf frühzeitige Eltern-Kind-Beziehung – im Risikofall eine besondere Herausforderung an alle Beteiligten – wird diskutiert. In Gruppen werden Möglichkeiten zur Vorbeugung negativer Folgen ausgetauscht beziehungsweise erarbeitet, beispielsweise wenn das Kind sogleich in die Frühgeburtstation verlegt werden muss.

Veranstalter: SBK Schweizer Berufsverband der Krankenschwestern und Krankenpfleger – Ostschweizer Regionalzentrum für Weiterbildung, Asylstrasse 90, 8032 Zürich. Bitte ausführliches Programm mit Anmeldetalon anfordern.

Bekanntmachung der Gesundheitsdirektion des Kantons Bern

Die Fortbildungstage für berufstätige Hebammen in der Universitäts-Frauenklinik Bern werden dieses Jahr an folgenden Daten durchgeführt:

8. Oktober 1981
22. Oktober 1981
5. November 1981

Programm

Begrüssung und Rapport
Herr A. Stampfli, Dienstchef, Schwester E. Feuz, OH

Neues aus der Senologie
Prof. Dr. med. M. Berger, Dr. med. M. Walther

Mikrochirurgie bei Sterilität
PD Dr. med. E. Dreher, OA

Einsatz der Telemetrie (drahtlose CTG-Überwachung)
Dr. med. F.X. Jann, OA

Neue Perspektiven der Geburtsmedizin aus der Sicht der Hebammen
Schwester E. Feuz, M. Eggli, M. Zuber

Beantwortung von Fragen über Betreuung von Mutter und Kind nach der Geburt
Prof. Dr. med. G. von Muralt, Schwester E. Feuz, OH, Schwester Lore Rossetti, WSK

Peri- und Neonatologie
PD Dr. med. D. Sidiropoulos

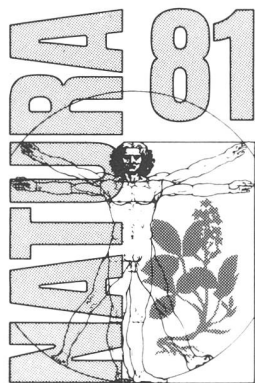
Neue Ausbildungsziele
Schule

Fragestunde in Anwesenheit des Kantonsarztes Prof. Dr. med. H. Bürgi

Alle im Kanton Bern berufstätigen Hebammen, deren Diplomierung drei und mehr Jahre zurückliegt, sind zur Teilnahme an einem Kurstag verpflichtet.

Die Aufgebote werden von der Gesundheitsdirektion versandt. Im Kanton Bern berufstätige Hebammen, welche irrtümlicherweise bis Ende August 1981 kein Aufgebot erhalten haben, melden sich schriftlich beim Kantonsarztamt, Rathausgasse 1, 3011 Bern. Angabe des Wohn- und Arbeitsortes nicht vergessen! Hebammen ohne Aufgebot werden von der Universitäts-Frauenklinik zurückgewiesen.

Einmal mehr machen wir die Hebammen auf die Meldepflicht gegenüber dem Kantonsarzt aufmerksam (Namensänderungen, Adressen- und Arbeitsortwechsel, definitive oder vorübergehende Berufsaufgabe sowie eine eventuelle Wiederaufnahme des Hebammenberufes im Kanton Bern). Prof. H. Bürgi, Kantonsarzt



**Der
Gesundheit
zuliebe**

Basel
23.–28.
September
1981

Neue Wege zum Gesundsein jetzt und morgen zeigen und besprechen Aussteller und Wissenschaftler am Kongress und der Ausstellung NATURA 81. Sie wird vom 23. bis 28. September schon zum drittenmal in den Hallen der Schweizer Mustermesse in Basel durchgeführt. Grundlage bildet die Naturheilkunde, die der moderne Mensch wieder neu entdeckt und die durch eine Vielzahl an Produkten und Heilverfahren überall in Erscheinung tritt.

Während Jahrtausenden gewonnenes und wirksames Wissen hat trotz der gewaltigen Errungenschaften der heutigen, am Menschheitsalter gemessen doch sehr jungen Wissenschaften und damit auch der Medizin seine Gültigkeit vielfach bewahrt. Vor allem auf den Gebieten der Gesundheitsvorsorge (Prävention) und Ernährung findet die Naturheilkunde als wirkungsvolle Ergänzung – und keinesfalls als Er-

satz – der gegenwärtigen Medizin ihren neuen, mehr und mehr anerkannten Platz in unserem modernen Leben. Eine weitere, höchst aktuelle Bedeutung kommt den Naturheilverfahren in ganz anderer Hinsicht zu: Sie gehen alle von einer untrennbaren Einheit von Körper, Geist und Seele aus und leisten so in unserer oft als einseitig technisch-rational bezeichneten Zeit einen ganz wesentlichen Beitrag zu einem neuen Bewusstsein. Es ist ein bemerkenswertes Ziel der NATURA, auch diese geistige Dimension ganz offen – im Rahmen einer wirtschaftlich-wissenschaftlichen Veranstaltung – zur Sprache zu bringen. Ein Ziel, das einem weitverbreiteten – sehr menschlichen – Bedürfnis entspricht und das verdient, angesichts der gewaltigen, den «ganzen Menschen» verlangenden Aufgaben des ausgehenden Jahrhunderts mit aller Kraft unterstützt zu werden.

Die NATURA richtet sich an Menschen, die sich des alten Spruches neu bewusst geworden sind, dass die Gesundheit zwar nicht alles, aber ohne Gesundheit alles nichts sei und dass letztlich jeder einzelne ganz wesentlich zu seinem eigenen Wohlbefinden und dem seiner Familie beitragen kann.

Die NATURA 81 zeigt, wie den gesundheitlichen Risiken unserer modernen Industriegesellschaft und ihrer Sachzwänge besser begegnet werden kann und welche Gefahren vermeidbar sind.

Die NATURA 81 vermittelt Wissen über Diagnose- und Behandlungsmethoden, die zwar von der sogenannten Schulmedizin nicht oder noch nicht beziehungsweise nur teilweise anerkannt werden, sich aber seit vielen Jahren in der Praxis bewährt haben und zum Teil auf eine jahrtausendealte Tradition berufen können.

In zahlreichen Sonderschauen und bei vielen Herstellern kann ausgiebig gefragt, probiert und degustiert werden. Täglich behandeln im Rahmen der Basler Gesundheitswoche bekannte Ärzte und Naturheilpraktiker in allgemeinverständlicher Weise aktuelle Gesundheitsfragen (Zutritt für jedermann).

Die NATURA 81 sucht nicht die Konfrontation mit der allopathischen Medizin, sondern weist auf zusätzliche Dimensionen hin, indem sie den Menschen als ein Ganzes, das heisst als eine unzertrennbare Einheit aus Körper, Geist und Seele versteht und zu beraten versucht und dabei nicht übersieht, dass dieser Mensch mit, in und durch eine Natur und eine Umwelt lebt, die er mitgestaltet und von denen er beeinflusst wird.

Öffnungszeiten:

Mittwoch, 23. bis Montag, 28. September 1981, 9–18 Uhr

Eintrittspreis:

Tageskarte mit Messekatalog Fr. 5.–
Schüler/AHV-Bezüger Fr. 4.–

Stellenvermittlung

Spital im Kanton Schwyz sucht eine Hebamme, die Freude an sorgfältiger und individueller Geburtshilfe hat. Zeitgemässe Anstellungsbedingungen. Eintritt nach Vereinbarung.

Spital im Kanton Zürich sucht zur Ergänzung des Teams eine gut ausgewiesene Hebamme. Gutes Arbeitsklima. Eintritt sofort oder nach Vereinbarung.

Spital im Kanton Bern benötigt eine Hebamme. Teilzeitarbeit ist möglich.

Spital im Kanton Bern sucht eine Hebamme. Der Dienst wird turnusgemäss auf der Wochenbettabteilung und im Gebärsaal geleistet.

Spital im Kanton Zürich sucht eine Hebamme für sofort oder nach Vereinbarung. Interessante und abwechslungsreiche Tätigkeit in kleinerem Betrieb.

Spital im Kanton Bern sucht eine Hebamme zur Ergänzung des Teams. Eintritt sofort möglich. Modern eingerichtete und geführte Geburtsabteilung.

Spital im Kanton Basel-Stadt sucht zu baldigem Eintritt eine Hebamme. Nach modernen Richtlinien geführte Geburtenabteilung.

Spital im Kanton St. Gallen sucht eine sehr gut ausgewiesene und erfahrene Hebamme für Aufgaben bei den Risikoschwangerschaften. Eintritt sofort erwünscht.

Spital im Kanton Wallis sucht für sofort oder nach Übereinkunft eine Hebamme zur Ergänzung des Teams. Modern eingerichtete Geburtsabteilung.

Beide Basel

Neumitglied:

Hess Gladys, Basel

Sektionswechsel:

Graf Regine, Birsfelden, von Sektion Aargau in Sektion Beider Basel
Verdun Helene, Flüh, von Sektion Bern in Sektion Beider Basel

19. Internationaler Hebammenkongress in Brighton (GB)

13.–18. September 1981

Bern

Todesfall:

Schär Martha, Sumiswald, *1913, †1981

Martha Frieda Schär-Stalder aus Sumiswald zum Gedenken

Am 10. Juni haben wir unsere liebe Kollegin Martha Schär, kurz vor ihrem 68. Geburtstag, zur letzten Ruhe geleitet.

Ihre Wiege stand im Hänselberg bei Sumiswald. Sie war das drittälteste von 10 Kindern. Im Kreise dieser Grossfamilie verlebte sie eine schöne, sonnige Jugendzeit.

Schon früh wurde Marthas Mithilfe in der Familie sehr geschätzt. Dadurch erwachte in ihr der Wunsch, später einen Pflegeberuf zu erlernen.

1937 erwarb sie am Frauenspital Bern das Hebammendiplom und kehrte als junge Hebamme nach Sumiswald zurück. Hier war ihr Leben eingebettet in Gnade, Liebe und selbstverständliche Aufopferung für ihren langjährig ausgeübten Beruf. Nie war ihr ein Weg zu arg, bei jedem Wetter, zu jeder Stunde besuchte sie die werdenden Mütter und half dabei über 2000 Kindern auf dem Weg ins Leben. Mit der Zeit übte sie ihren Beruf auch vermehrt im Spital aus. Hier wurde ihre liebenswürdige und hilfsbereite Wesensart sehr geschätzt.

1940 verheiratete sie sich mit Walter Schär; der Ehe entsprossen zwei Kinder. Viel Freude bereiteten ihr auch die nachkommenden Grosskinder.

Ihren selbstverfassten Lebenslauf schloss sie mit den Worten: Im Blick auf mein Leben rühme ich die Gnade des Herrn. Er hat mein Leben reich gemacht.

Wir behalten unsere Kollegin ehrend in Erinnerung.

Marie-Louise Kunz

Programm zum Ausflug

(siehe Voranzeige in der Juli/August-Ausgabe)

Datum: Mittwoch, 23. September 1981

Allgemeine Besammlung: Schiffstation Thun

Abfahrt mit Schiff: 11.13 Uhr

Ankunft in Spiez: 11.58 Uhr

Gemütliches Beisammensein in Spiez: etwa 3½ Stunden.

In Spiez ist vorgesehen, nach eigener Auswahl einen Imbiss einzunehmen. Wir freuen uns, wenn recht viele Kolleginnen hier einen gemütlichen Nachmittag verbringen dürfen. Der Ausflug wird bei jedem Wetter stattfinden.

Billette können ab Wohnort bis Spiez von den Teilnehmerinnen direkt gelöst werden.

Anmeldetermin: bis Montag, 21. September, und bitte mit Postkarte!

Anmeldung an: Frau H. Stähli, Holzackerstrasse 14, 3123 Belp.

Aufruf

In der Region Bern nimmt der Wunsch nach ambulanter Geburt ständig zu. Hebammen, welche sich für die Pflege bereitstellen können, sind freundlich gebeten, sich bei Frau H. Stähli zu melden.

Mit freundlichen Grüssen
für den Vorstand

Marie-Louise Kunz

Fribourg

Convocation

La prochaine course des sages-femmes fribourgeoises aura lieu le jeudi 24 septembre 1981. Départ de Fribourg, Grand'Places (Car Hoener), à 9 h. Visite de la fromagerie à Pringy. Dîner et assemblée à Charmey. Retour à Fribourg vers 17 h. 15francs seront perçus par personne. Inscription par écrit chez votre secrétaire jusqu'au 15 septembre. Venez nombreuses.

Pour le comité: M.-Mad. Perroud,
Au Brêt, 1617 Tatroz/Remaufens

Genève

Entrées:

Haefelin Colette, Genève

Membres juniors:

Amoni Josiane, Genève

Bugnon Martine, Genève

Opériol Catherine, Genève

Racine Danielle, Genève

Renaud Martine, Genève

Décès:

Mojon Ruth, Veyrier, *1905, †1981

Prochaines assemblées: Les 6 octobre et 8 décembre 1981 à 19 h 30 à la policlinique de la Maternité, boulevard de la Cluse.

Ostschweiz

Neumitglied:

Kherbèche Ruth, St. Gallen

Unsere *Herbstversammlung* mit Weiterbildungsnachmittag halten wir in Chur ab. Wir treffen uns Donnerstag, 8. Oktober um 14.00 Uhr im Kantonalen Frauenspital Fontana. Zwei vorzügliche Referenten stehen uns zur Verfügung:

PD Herr Dr. Hindemann, Gynäkologe und leitender Arzt der Kantonalen Frauenklinik, spricht über Prophylaxe und Therapie der Rhesusunverträglichkeit.

Herr Dr. Schrams, Oberarzt an der Kinderklinik des Kantonsspitals, über die Reanimation des neugeborenen Kindes.

Wir hoffen, dass dieser Bildungsnachmittag von vielen interessierten Kolleginnen besucht wird.

Rückblick

Wieder trafen sich aus der ganzen Schweiz die Hebammen zur 88. Delegiertenversammlung in Luzern. Wir durften drei aufschlussreiche, schöne Tage mit Weiterbildung, Verbandsgeschäften und Unterhaltung erleben.

Veranstaltungen / Manifestations

23.–28. September

23. September

24. September

6. Oktober

8. Oktober

8., 22. Oktober
und 5. November

22. Oktober

5. November

26. November

«Natura 81», Basel

Ausflug Sektion Bern

Course des sages-femmes fribourgeoises

Assemblée section Genève

Herbstversammlung Sektion Ostschweiz

Fortbildungstage für berufstätige Hebammen,

Universitäts-Frauenklinik Bern

Tagung «Mutterschaft trotz Risiko»

2. Präsidentinnenkonferenz in Bern

2^e conférence des présidentes à Berne

Assemblée section Vaud-Neuchâtel

Hygio-Dermil* Kindersalbe



** So sanft wie die Haut Ihres Babys.*

Eigenschaften:

Stabile ölige Emulsion, die angenehm geschmeidig ist und sich gut auf der Haut verteilt, ohne zu kleben.

Dünn aufgestrichen beschützt sie weder Körper noch Wäsche, und ihr relativ hydrophiler Charakter erlaubt eine leichte Entfernung. Die Eigenschaften der Salbengrundlage werden durch das Beifügen einiger sorgfältig ausgesuchter ätherischer Öle noch verbessert.

Indikationen: Wundliegen, Erosionen, Kratzeffekte, Insektenstiche sowie zur allgemeinen Hautpflege des Kindes und der mütterlichen Brust (Rhagaden der Brustwarzen). **Zusammensetzung:** Borylium salicylic. 0,33%, Ess. artif. Aurantii floris 0,85%, Öl. Lavandulae 0,42%, Mentholum 0,05%, Conserv. (Methylparabenum 0,2%), Excip. ad unguent. **Handelsformen:** Tuben zu 30 g, 125 g (Fr. 4.10, 9.70) und 8 × 125 g (1 kg).

Kantonsspital Glarus

Geburtshilfliche Abteilung
Chefarzt Dr. R. Dahler

Wir suchen zu baldigem Eintritt eine

Hebamme

Wir stellen uns eine Mitarbeiterin vor, die selbständig in einem kleinen Team arbeiten möchte. Bis 450 Geburten pro Jahr. Schwester Marianne Kyburz gibt Ihnen gerne jede gewünschte Information.

Anmeldung an die Verwaltung des Kantonsspitals Glarus, 8750 Glarus, Telefon 058 63 11 21.

Bezirksspital Dielsdorf 8157 Dielsdorf

Wir suchen für sofort oder nach Vereinbarung eine gut ausgebildete, selbständige

Hebamme

Weitere Auskünfte erteilt Ihnen gerne Oberschwester Denise Wilhelm, Leiterin des Pflegedienstes Bezirksspital Dielsdorf, 8157 Dielsdorf, Telefon 01 853 10 22, intern 220.

Bezirksspital Uster

Zur Ergänzung unseres Hebammenteams suchen wir für unseren modern eingerichteten Gebärsaal per sofort oder nach Vereinbarung

dipl. Hebamme

Wir legen grossen Wert auf individuelle Beratung und Betreuung der Schwangeren und Gebärenden. Unsere Oberhebamme gibt Ihnen gerne alle gewünschten Auskünfte.

Ihre Bewerbung mit den üblichen Unterlagen richten Sie bitte an die Leiterin des Pflegedienstes, Schwester Christa Ryser, Bezirksspital Uster, 8610 Uster, Telefon 01 940 51 51.

Hôpital de zone, Morges (228 lits)

Pour notre bloc d'accouchements (environ 750 par année), nous offrons à repourvoir un poste de

sage-femme

Travail indépendant sous la responsabilité du gynécologue chef de service.

Nous offrons:

le salaire, les conditions de travail et les avantages sociaux actuellement en vigueur dans tous les établissements membres du Groupement des hôpitaux régionaux vaudois;
des locaux de détente plaisants: cafeteria, bibliothèque, piscine couverte, etc. ainsi qu'un tennis.

Entrée en service: 1^{er} octobre 1981 ou date à convenir.

Si ce poste vous intéresse, n'hésitez pas, prenez contact avec nous: Direction de l'Hôpital de zone, Service du personnel, Case postale 318, 1110 Morges.

Dringend gesucht

in kleineres Bergspital (GR)

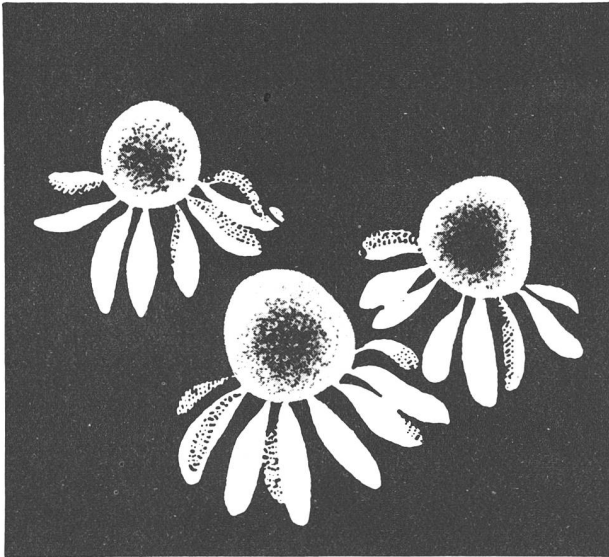
Hebamme

oder

Hebammenschwester

als Ferienablösung für 3 bis 4 Monate.

Angebote bitte unter Chiffre K 10950 B an Künzler-Bachmann AG, Annoncen-Expedition, Postfach 926, 9001 St. Gallen.



Die altbewährte Kamille
in moderner Form

KAMILLOSAN®

Liquidum * Salbe * Puder

* kassenzugelassen

entzündungsheilend,
reizmildernd, adstringierend,
desodorierend

- standardisiert
- hygienisch
- praktisch
- sparsam und bequem
im Gebrauch

Muster stehen zur Verfügung!



TREUPHA AG BADEN

Welche

Hebamme

möchte sich für Geburtshilfe auf einer Buschstation im

afrikanischen Rwanda

einsetzen?

Wenden Sie Ihre Fragen oder Ihre Offerten mit den üblichen Unterlagen an: Spitalschwestern, Brunisberg, 1700 Fribourg.

WELEDA



Neue therapeutische Möglichkeiten durch anthroposophisch erweiterte Medizin

Eine Fülle von Informationen geschrieben von Ärzten und Apothekern, wollen im WELEDA-Almanach Anregungen zu einem vertieften Verstehen von Gesundheit und Krankheit vermitteln.

WELEDA – Heilmittel, diätetische und pflegekosmetische Präparate – im Einklang mit Mensch und Natur.

Bestellecoupon für kostenlose Zustellung des WELEDA-Almanach, 248 Seiten, reichhaltig illustriert

Name _____

Strasse/Nr. _____

PLZ/Ort _____

H 18

WELEDA AG, 4144 Arlesheim

Äne am Rhii sind au no Lüüt:

Auf Herbst oder auf einen noch zu vereinbarenden Zeitpunkt suchen wir eine qualifizierte

Hebamme

- Arbeiten Sie gerne selbständig in einem kleinen Team?
- Erachten Sie die psychoprophylaktische Betreuung als wichtig und
- betreiben Sie gerne eine sorgfältige Geburtshilfe?

Wir freuen uns, wenn Sie mit uns Kontakt aufnehmen.



KANTONSSPITAL
SCHAFFHAUSEN
8208 Schaffhausen
Personalabteilung
Tel. 053 / 8 12 22



Regionalspital Biel

sucht für die

Geburtsabteilung

(Rooming-in)

dipl. Hebammen

Die Spitaloberin K. Duss freut sich auf Ihren Anruf oder Ihre Bewerbung.

Regionalspital 2502 Biel
Telefon 032 22 55 22

Regionalspital Sta Maria, Visp

Zur Ergänzung unseres Hebammenteams suchen wir per sofort oder nach Übereinkunft

dipl. Hebamme

Wir verfügen über eine modern eingerichtete geburtshilfliche Abteilung (500 Geburten pro Jahr) und bieten angenehmes Arbeitsklima.

Es würde uns freuen, Sie über Ihren Aufgabenbereich zu orientieren.

Ihre Bewerbung mit den üblichen Unterlagen richten Sie bitte an die Leiterin des Pflegedienstes, Schwester Bonaventura Graber, Regionalspital Sta Maria, 3930 Visp, Telefon 028 48 11 11.

Bezirksspital Oberdiessbach (Kanton Bern)

Wir suchen auf den 1. November 1981 oder nach Vereinbarung eine

dipl. Hebamme

(eventuell Teilzeit möglich)

die ihren Beruf mit Freude ausübt und in der Lage ist, unsere Wöchnerinnen selbständig zu betreuen (etwa 130 Geburten pro Jahr); neu Diplomierte werden gründlich eingeführt.

In unserem kleinen, persönlichen Landspital finden Sie eine Tätigkeit, die Ihnen grosse Befriedigung und Bereicherung bringt.

Bitte rufen Sie uns an, unsere Oberschwester Ruth Gerber gibt Ihnen gerne nähere Auskunft. Telefon 031 97 04 41.

Hemeran®

macht müde, schwere Beine wieder springlebendig

Geigy



Crème auf trockener Haut

Gel auf grossen Flächen,
für höheren Kühleffekt

Über Anwendung und besondere Hinweise orientiert Sie der Packungsprospekt.
Bei allfälligen Fragen gibt Ihnen Ihr Apotheker als berufener Fachmann Auskunft.

Ruhig Blut, wenn's blutet



...und das Richtige für danach!

Merfen-Orange, Vita-Merfen, Sicca-Merfen,
Merfen-Wundpuder

 Zyma AG Nyon